



OPEN DIALOG FOUNDATION

Open Dialog Foundation, 11a Szucha Avenue, office 21, 00-580 Warsaw, Poland

Tel. + (48) 22 307 11 22

www.odfoundation.eu

Varsovie, 28.03.2014

L'occupation militaire de la Crimée par la Russie est accomplie :

L'armée ukrainienne quitte la péninsule

Les drapeaux de la Fédération de Russie sont levés dans toutes les unités militaires de la Crimée. Les militaires ukrainiens quittent la péninsule. Parallèlement, on mène des négociations au sujet du libre retrait des équipements techniques (y compris les armes et les navires). A cause de l'intervention militaire russe l'Ukraine a pratiquement perdu la flotte navale.

Le 26.03.2014 le chef de l'état-major de l'armée de la Fédération de Russie (FR) le général Valeriy Gerasimov a déclaré que les drapeaux de la Russie ont été levés dans les 193 unités et établissements militaires d'Ukraine, situés dans le territoire de la péninsule de la Crimée.

Selon Gerasimov, tous les militaires qui souhaitent continuer de servir dans l'armée de l'Ukraine, laissent leurs armes dans des endroits sécurisés et s'apprêtent à quitter la Crimée¹.

Plus tôt, le 24.03.2014, le chef du Conseil suprême de l'Ukraine, le président par intérim, Alexandre Turchinov, a signé le décret de la délocalisation des unités et établissements militaires du territoire de la République autonome de la Crimée et la ville de Sébastopol, temporairement occupé, vers d'autres régions de l'Ukraine. Le Conseil de Sécurité Nationale de l'Ukraine a également pris la décision d'évacuer les familles des militaires, qui ont exprimé le désir de quitter les territoires temporairement occupés². Pour le moment on ne connaît pas les dates concrètes du retrait des militaires ukrainiens et leurs familles.

L'intervention militaire dans la République autonome de la Crimée (RAC) a commencé le 27.02.2014, quand les soldats russes ont saisi les bâtiments du Conseil suprême de la Crimée et du Conseil des ministres de l'RAC dans la ville de Simferopol. Après cela, pendant plusieurs semaines, il y a eu des tentatives de bloquer et prendre des unités militaires ukrainiennes en Crimée. Notamment, lors d'une telle saisie, le 18.03.2014, est mort un militaire du centre d'information photogrammétrique du ministère de la défense de l'Ukraine à Simferopol³.

Les représentants du gouvernement de pacotille de la Crimée, et également la direction de la flotte de la Mer Noire de la Russie ont constamment mis la pression aux militaires ukrainiens, en les poussant à passer sous la direction du Ministère de la Défense de la RF. Ils ont posé aux militaires ukrainiens un ultimatum – passer du côté des autorités autoproclamées de la Crimée (réellement, du côté de la Russie) ou laisser volontairement leurs armes et quitter leurs unités militaires. En même temps, les familles des militaires étaient aussi pénalisées : on les expulsait de force des appartements de fonction. Par exemple, le 08.03.2014 les militaires russes ont pris d'assaut un département du service frontalier « Shelkino » (péninsule de Kerch). **Ils ont fait irruption dans un appartement, où vivaient des familles de militaires ukrainiens et, menaçant par les armes, ont ordonné de ramasser leurs affaires en 10 minutes et quitter le périmètre du complexe militaire⁴.**

Pendant la saisie des unités militaires ukrainiennes, on capturait leurs commandants. Ainsi, le 22.03.2014 une base aérienne à Belbek a été saisie. Les soldats russes ont capturé le commandant de

¹ http://ria.ru/defense_safety/20140326/1001072912.html

² <http://dt.ua/POLITICS/turchinov-pidpisav-ukaz-pro-vivedennya-viyskovih-iz-krimu-140325.html>

³ http://www.odfoundation.eu/ru/urgents/1666/v_krimu_pogib_perviy_ukrainskiy_voennosluzhashchiy

⁴ <http://ua.comments.ua/life/224746-rosiyski-okupanti-zalyakuyut-i-viselyavut.html>

l'unité Juliy Mamchur. Le 24.03.2014 lors de la prise du bataillon de la marine Feodosiyskiy ont été capturés le commandant du bataillon Dmitriy Delyatitskiy et le vice-commandant Rostislav Lomtev. Aujourd'hui ils sont tous libérés et se trouvent hors de la Crimée⁵. Juliy Mamchur raconte des détails de sa captivité russe : « *On m'a tenu trois jours et demi dans une cellule individuelle. Le premier jour des militaires russes inconnus me parlaient tout le temps - ils essaient de me convaincre de trahir le serment militaire du peuple de l'Ukraine, de passer et servir l'armée russe. Après il y avait de la pression psychologique - ils ne me laissaient pas dormir, ils faisaient du bruit en tapant de leurs crosses sur la porte*⁶ ».

Non seulement des unités militaires, mais aussi des bateaux des forces navales de l'Ukraine ont été saisis. On créait des obstacles physiques pour ne pas permettre la délocalisation des navires de la Crimée. Par exemple, afin de bloquer la sortie des bateaux de la base du sud des forces navales de l'Ukraine sur le lac Donuzlav (au nord-ouest de la Crimée) les militaires russes ont fait couler deux vieux bateaux. Comme cela, ils ont fermé la passe et les bateaux ukrainiens se sont retrouvés piégés⁷. À Sébastopol, la sortie des navires ukrainiens à la mer ouverte a été également bloquée à l'aide des bateaux de la flotte de la Mer Noire de la FR. Les membres des équipes ukrainiennes refusaient de passer sous les drapeaux des autorités auto-proclamées de la Crimée, donc les bateaux ont été pris d'assaut. Le 25.03.2014 le dernier bateau des forces navales de l'Ukraine en Crimée, dragueur de mines « Tcherkassy », a été saisi. Le navire a été attaqué par deux hélicoptères et trois vedettes ultrarapides⁸.

Dans son ensemble, l'occupation de la Crimée par les forces armées de la FR s'est avérée une vraie catastrophe pour la flotte militaire de l'Ukraine. Ainsi, à la date du 26.03.2014 elle est composée seulement de 10 navires (dont 2 navires militaires, 3 auxiliaires, et 5 vedettes). **Les militaires russes ont saisi 51 bateaux**⁹.

Pour ne pas escalader le conflit et pour des raisons de sécurité, les militaires ukrainiens quittent le territoire de la Crimée. Beaucoup de militaires (principalement, des habitants de la Crimée) sont passés du côté des autorités auto-proclamées de la Crimée. Le Vice-ministre de la défense de l'Ukraine Leonid Polyakov a énoncé **qu'en tout, pour les 18.000 militaires, qui avaient été disloqués en Crimée avant l'occupation russe, environ 5.000 militaires sont restés fidèles à l'Ukraine.** Les négociations au sujet du retrait des équipements et des armes continuent. Selon des calculs préliminaires, **les pertes de l'Ukraine suite à l'occupation de la Crimée par la Russie sont évaluées à 18 milliards de dollars**¹⁰.

« L'inaction » des autorités ukrainiennes pendant l'occupation de la Crimée

Dès le début de l'occupation russe de la Crimée, les autorités de l'Ukraine ont adapté une position, selon laquelle il fallait éviter l'escalade du conflit pour ne pas le transformer en guerre .

Malgré le blocage et des tentatives fréquentes de pénétrer dans des unités militaires ukrainiennes de la part de « l'Autodéfense de la Crimée », des cosaques et des soldats russes, les militaires ukrainiens n'étaient pas autorisés à utiliser des armes à feu. Le régime de la loi martiale n'a pas été officiellement annoncé, cela signifie qu'uniquement des soldats en garde avaient le droit d'utiliser des armes à feu. Par conséquent ils ont dû défendre leurs unités militaires pratiquement corps à corps. « *Nous n'avons pas eu le droit de tirer. Il y a quelque temps, Tenyukh (ex-ministre de la défense*

⁵ <http://www.pravda.com.ua/news/2014/03/27/7020457/?attempt=1>

⁶ <https://www.facebook.com/topaz.salat/posts/734371176603181>

⁷ <http://www.radiosvoboda.org/content/article/25287310.html>

⁸ <http://www.unian.net/politics/900495-rossiyskie-okkupantyi-shturmuyut-morskoy-tralshchik-cherkassyi-smi.html>

⁹ <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=474534806008513&set=a.211188579009805.47448.100003559926167&type=1&theater>

¹⁰ http://www.ukrinform.ua/ukr/news/do_5_tisyach_viyskovih_u_krimu_zalishilisy_virnimi_prisyazi_minoboroni_1922141

de l'Ukraine – éd.) a annoncé que nous avons eu l'ordre d'utiliser des armes. Mais des gens, qui sont loin du service militaire, ne comprennent pas ce que cela signifie. Dans des unités militaires on effectue le service interne mais pas celui de garde. La garde ne défend que des stocks d'armes. En cas de pénétration dans son unité, le militaire ne peut qu'appeler la police. S'il commence à tirer, alors il peut être accusé sur un article du Code Pénal »¹¹, a raconté un officier de la marine ukrainienne Sergey Pidkopaylo.

Le seul moyen juridique de légaliser l'utilisation des armes aurait été de déclarer le régime de la loi martiale; cependant, les autorités de l'Ukraine ne l'ont pas fait. L'ex-ministre de la défense de l'Ukraine (il a accompli ses fonctions jusqu'au 25.03.2014) a expliqué cette position par le fait qu'il n'y avait pas eu d'agression ouverte par des troupes russes en Crimée, puisque le gouvernement de la Russie n'a pas officiellement confirmé la présence de ses troupes sur la péninsule (sauf la flotte de la Mer Noire de la FR)¹². Néanmoins, Sergey Pidkopaylo considère que des raisons pour déclarer la loi martiale étaient présentes: « *La loi martiale est déclarée non seulement pendant la guerre, mais également dans le cas de la présence d'unités armées illégales, la menace des actes terroristes, la prise des administrations centrales et locales – tous cela se passait en Crimée. Les autorités n'ont pas pris leur responsabilité pour cette inaction, cependant, maintenant, on pourrait nous déclarer traîtres. J'ai défendu mon unité militaire comme je pouvais – avec un simple bâton* »¹³.

Beaucoup de militaires se plaignaient que les autorités centrales des forces armées de l'Ukraine n'aient laissé les unités militaires en Crimée sans soutien, il n'y a eu aucun ordre concret (sauf celui de ne pas provoquer de conflit). « **Nous avons attendu un ordre de Kiev jusqu'au dernier moment, mais il n'est pas arrivé.** Combien de temps aurait pu tenir l'équipage ? Nous n'étions pas sur la terre ferme, les provisions auraient fini tôt ou tard par manquer. On était comme dans une boîte de conserve »¹⁴, a dit Artem Shurabenko, le commandant principal du bâtiment de débarquement d'assaut « Constantine Olshanskiy » (a été saisi par des militaires russes le 24.03.2014). C'est en raison « de l'inaction » de la direction centrale des forces armées de l'Ukraine, que beaucoup de militaires ont pris la décision de passer sous les drapeaux des autorités auto-proclamées de la Crimée.

Dans la situation actuelle le retrait des troupes ukrainiennes du territoire de la Crimée est la meilleure décision. Les soldats ukrainiens ne doivent pas courir de danger dans des conditions de supériorité quantitative et technique de l'adversaire, en présence des provocations constantes de la part des personnes pro-russes et des agences d'intelligence russes.

La Fondation « Dialogue Ouvert » («Otwarty Dialog») appellent les autorités de l'Ukraine à retirer de la Crimée dans un délai le plus court les militaires ukrainiens, qui souhaitent continuer leur service dans l'Armée de l'Ukraine, et aussi leurs familles. Nous appelons également à leur donner la protection sociale complète, y compris le logement, la possibilité de trouver un travail et d'obtenir une formation pour les membres de leurs familles.

L'occupation de la Crimée par les troupes de la Fédération de Russie, et l'annexion suivante de la région par la Russie est le résultat de l'insolvabilité des états participant au Memorandum de Budapest, qui n'ont pas su respecter leurs engagements de garantir l'intégrité nationale et la sécurité de l'Ukraine. La crise en Crimée a détruit le système entier de la sécurité régionale en Europe, mis en place après la fin de la « guerre froide ». Au XXI siècle il a été créé un précédent dangereux de modifier et recouper les frontières d'un état par l'agression militaire.

¹¹ <http://life.pravda.com.ua/society/2014/03/26/160029/>

¹² <http://www.pravda.com.ua/rus/news/2014/03/11/7018353/>

¹³ <http://life.pravda.com.ua/society/2014/03/26/160029/>

¹⁴ <http://life.pravda.com.ua/society/2014/03/26/160029/>

Le Kremlin officiel continue à ne pas reconnaître la légitimité du nouveau pouvoir ukrainien et il refuse le dialogue. Les mécanismes internationaux de régulariser des conflits s'avèrent complètement inefficaces – la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, bloque toutes les initiatives, proposées pour résoudre la crise en Ukraine. Parallèlement, le Kremlin continue ses tentatives de déstabiliser la situation en Ukraine en favorisant des idées séparatistes dans les régions du sud-est du pays. On observe également qu'on regroupe un grand nombre d'armement de nature offensive sur les frontières de l'Ukraine. Tout cela témoigne des intentions de la Russie de continuer l'occupation de l'Ukraine.

En même temps, le régime en Russie, elle-même, se durcit – l'expression publique d'un désaccord avec les actions des autorités risque des représailles et des répressions possibles. Les médias russes indépendants sont en cours de disparition.

En fait nous observons la formation d'un état totalitaire et agresseur, qui menace par ses actions la sécurité du monde entier. La communauté internationale est obligée de réagir le plus fermement aux actions de la Russie. Des sanctions ponctuelles, mises en vigueur précédemment par les Etats-Unis, le Canada et des pays l'Union européenne contre certains fonctionnaires russes, n'ont guère influencé la position des autorités russes, mais, au contraire, les ont rendus plus confiants dans leur impunité. Afin d'arrêter l'agresseur les pays démocratiques sont obligés d'agir le plus sévèrement. Concernant la Russie, il faudrait utiliser tous les moyens de pression possibles jusqu'à l'isolement économique.

Pour plus d'informations adressez-vous à :

Andriy Osavoliyk - andriy.osavoliyk@odfoundation.eu

Lyudmila Kozlovska - lyudmylakozlovska@odfoundation.eu

Fondation «Otwarty Dialog»